

*Initiatives ministérielles*

pratiques de la direction dans cette société et, en fait, des directives que lui avait données le ministre responsable.

J'espère que la mine Phalen reprendra ses activités dès que possible. Je suis sûr que le ministre sera d'accord. Cependant, la mine ferait mieux d'être sûre. Tous les experts, Travail Canada, CANMET et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources feraient mieux de garantir que la mine est sûre. Parce qu'autrement, je joindrai ma voix à celles des représentants de la partie syndicale et du coordinateur chargé de la prévention des accidents pour dire que les mineurs ne devraient pas retourner à la mine tant que la sécurité de cette dernière n'a pas été prouvée de façon concluante.

Pendant que nous débattons aujourd'hui de la disparition de la Société d'expansion du Cap-Breton, ces gens s'inquiètent à la perspective de Noël et du Nouvel An. Ils se demandent s'ils vont pouvoir retourner au travail. Je défie quiconque ici d'oser suggérer ou prétendre que les hommes employés par la Société de développement du Cap-Breton ne sont pas des gens travailleurs, vaillants et déterminés à reprendre leur travail. D'aucuns vont dire que tout ce qu'ils veulent, c'est le droit à l'assurance-chômage, à quelques prestations, c'est tout. Ce n'est pas le cas. Que personne, à l'intérieur ou à l'extérieur de cette enceinte, ne cherche à faire circuler ces bruits et à critiquer les travailleurs du Cap-Breton. Ce sont d'excellents travailleurs. Les études l'ont montré et le montreront encore bien des fois.

• (1250)

Les travailleurs s'inquiètent quand ils pensent à leur vie et à celle de leurs familles. Ce sont vraiment des gens à part. Chaque matin, ils se lèvent, enfilent leurs vêtements et vont à la mine. Là, ils prennent leur lampe et sautent dans un petit wagonnet qui les emmène, entassés, dans les galeries au plus profond de la mine, carrément sous la mer. Ils font leur travail, vont chercher leur dû et remontent à la surface. C'est une vie très angoissante. C'est angoissant pour ceux qui font ce travail de même que pour leurs proches, en particulier pour leurs enfants.

J'ai interrogé le ministre responsable au sujet de l'assurance-chômage. Je tiens à dire publiquement qu'à mon avis, le ministre a tenté de bonne foi de leur venir en aide et je tiens à l'en remercier.

Je lui ai aussi écrit pour l'inciter à prendre des mesures à l'égard des mineurs de la mine Lingan qui ont perdu

leur emploi. Nous ne pouvons rester indifférents à leur sort et les traiter comme s'ils étaient des êtres inutiles. Nous devons faire en sorte qu'ils soient indemnisés. Certains sont assez jeunes et d'autres sont dans la force de l'âge. Nous devons élaborer des mesures provisoires afin d'aider ces mineurs sans travail, qui ignorent même s'ils pourront un jour retrouver un emploi à plein temps dans l'exploitation minière.

Il y a aussi un aspect sur lequel le ministre s'est montré peu encourageant et peu coopératif. C'est au sujet de l'ouverture de la mine de charbon Donkin. À l'heure actuelle, la division du charbon de la SDCB comprend les mines Princess et Phalen. Selon toutes les apparences, la mine Lingan sera fermée, même si je continue à ne pas y croire.

Nous avons des marchés canadiens et internationaux qu'il faut approvisionner en charbon. Ne serait-il que logique, sage et prudent que le gouvernement canadien, après avoir investi plus de 55 millions de dollars dans la mine Donkin, se mette en devoir de l'exploiter et d'assurer ainsi le développement économique de la région.

Je voudrais bien laisser éclater ma colère contre le ministre responsable de la Société de développement du Cap-Breton, mais je dois avouer en toute franchise que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ne lui donne guère d'appui. Le gouvernement canadien peut toujours agir unilatéralement, mais ce n'est pas l'idéal. Il lui faut la collaboration et l'appui financier du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement dirigé par le premier ministre Donald Cameron, en Nouvelle-Écosse, est formé d'une bande absolument incroyable d'incompétents.

Il se fiche éperdument de l'industrie du charbon, des gens du Cap-Breton et des mineurs. C'est évident dans les déclarations du premier ministre provincial, dans son refus de retirer ces déclarations, dans son attitude et par dans son mépris total à l'égard des gens du Cap-Breton.

La Société de développement du Cap-Breton a été créée aux termes d'une loi fédérale par l'honorable Allan J. MacEachen qui siège à l'autre endroit. Le ministre sait pertinemment que cette société était appuyée à l'époque par le premier ministre d'alors, Robert Lorne Stanfield. Elle a reçu l'appui par la suite, au fil des ans, du successeur de M. Stanfield, M. Regan, qui a été premier ministre de la province pendant huit ans, puis du sénateur John Buchanan.